

# Lettre ouverte au nouveau Président des Etats-Unis d'Amérique

José Manuel Durão Barroso  
*Président de la Commission européenne*

**D**ans un monde qui évolue si vite, il faut faire appel à la mémoire historique de ceux qui, comme Konrad Adenauer, Jean Monnet, Robert Schuman, Alcide de Gasperi et Paul-Henri Spaak, ont eu, avant bien d'autres, conscience de notre interdépendance croissante. Paul-Henri Spaak l'avait bien compris : « *nous sommes solidaires dans le malheur comme nous devrions l'être dans la prospérité* ». <sup>1</sup>

C'est convaincu de notre interdépendance toujours plus grande que j'ai décidé d'adresser une lettre au nouveau Président des États-Unis. Cette lettre expliquera combien l'Europe d'aujourd'hui est radicalement différente de celle d'hier. Elle esquissera les grandes tendances mondiales telles que je les vois se dessiner. Elle invitera à suivre une approche entièrement nouvelle pour répondre efficacement à ces tendances et pour nous engager auprès d'autres partenaires pour relever des défis majeurs auxquels nous devons tous faire face.

Permettez-moi de vous soumettre le texte de ma lettre :

**M**onsieur le Président,  
Je vous félicite, cher Barack Obama, d'être devenu le 44<sup>e</sup> Président des États-Unis. C'est la première fois depuis John. F. Kennedy, en 1960, qu'un sénateur en fonctions accède à cet honneur. Et vous êtes le premier Président qui soit né hors de la partie continentale des États-Unis.

Au moment où je vous écris, le monde est témoin de ce que certains décrivent comme la pire crise financière depuis 1929. C'est un excellent exemple des défis auxquels nous sommes confrontés ensemble.

Au cours des prochaines semaines, on vous donnera, à votre demande ou non, bien des conseils au sujet de l'Union européenne. Mais l'Europe n'est plus ce qu'elle était il y a dix ans, ni même il y a cinq ans. J'ai entendu certains déclarer que l'Europe est une puissance régionale croissante. En fait, ils sont dans l'erreur. Je me dois de vous expliquer que l'Union européenne joue un rôle mondial. Il est temps d'abandonner des perceptions qui n'ont plus cours. Permettez-moi de vous dire les choses telles qu'elles sont :

- L'Union européenne est un marché unique et dynamique d'un demi-milliard de personnes, qui utilise l'euro – la deuxième devise mondiale par ordre d'importance.

- L'Union européenne abrite des sociétés multinationales de dimension mondiale qui, hors du marché européen, et en dépit de l'attrait des marchés de main-d'œuvre à bas prix d'Afrique du nord et d'Asie, emploient plus d'Américains que de ressortissants d'autres pays. 70 % des Américains qui sont employés par des sociétés étrangères travaillent pour des sociétés européennes.

- L'Union européenne est une union de pays libres qui défendent les mêmes valeurs politiques que celles auxquelles les États-Unis sont attachés – la démocratie, la liberté et les droits de l'homme. L'Union européenne est un allié naturel qui partage votre foi dans l'ouverture des marchés et des sociétés.

- L'Union européenne s'est élargie jusqu'à compter aujourd'hui 27 États membres et réunit 500 millions de personnes qui vivent en paix. Elle doit cet élargissement à l'effet de transformation d'un marché unique et à l'adoption de profondes réformes politiques, juridiques et économiques.

- L'Union européenne est un partenaire fiable, désireux de partager la charge du « leadership », tout en accueillant de nouveaux partenaires à la table – non seulement parce qu'il s'agit de notre responsabilité mondiale, mais aussi parce qu'il en va de notre propre intérêt bien compris.

- L'Union européenne joue de plus en plus un rôle d'acteur pour la paix et la sécurité, avec le déploiement sur le terrain de près de 100 000 hommes chargés de missions de maintien de la paix, de police et de défense en vue de consolider la paix dans un certain nombre de points chauds de la planète.

- L'Union européenne est le premier donateur d'aide publique au développement, avec plus de 60 % du total mondial.

Dans ces conditions, il n'y a rien d'étonnant à ce que nous coopérons très étroitement. L'état de nos relations est aussi important pour le reste du monde. Je pense tout autant à notre poids conjugué dans l'économie mondiale, le commerce mondial et la finance mondiale, qu'à notre rôle dans les organisations internationales, la gestion de la sécurité mondiale ou l'aide au développement.

Mais en ces temps d'incertitude, l'Union européenne a plus que jamais besoin des États-Unis, tout comme, oui, les États-Unis ont plus que jamais besoin de l'UE.

Si je prétends cela, c'est sur la foi de deux tendances lourdes qui, ces dernières années, sont apparues dans l'actualité internationale.

**L**a première est évidemment la mondialisation. Ce n'est certes pas la première vague de mondialisation que le monde ait connue jusqu'ici, mais c'est de loin la plus importante et la plus profonde, poussée par un progrès accéléré dans les communications et les technologies. Et la transformation du monde qu'elle induit ne fait que commencer.

La mondialisation est une réalité à laquelle nous sommes confrontés, et non un choix politique. Il est absurde de dire que l'on est « pour » ou « contre » la mondialisation. Mais si nous voulons rester maîtres de notre destin, nous devons être prêts à saisir les possibilités et à relever les défis qu'elle apporte dans son sillage.

Ces possibilités sont immenses, en effet. La mondialisation a tiré des centaines de millions de personnes de la pauvreté et donné aux entreprises la possibilité d'investir et de se développer à l'étranger.

Il n'empêche que les risques sont réels et importants, eux aussi. Les entreprises qui bénéficient de la mondialisation comprennent qu'elles ne peuvent plus se reposer sur leurs succès passés, non pas seulement en raison du ralentissement économique, mais parce qu'elles se sentent dépassées par les transformations de l'économie. La mondialisation accroît la concurrence et met impitoyablement au jour les faiblesses et les mauvaises décisions commerciales.

**V**enons-en à la crise financière actuelle. Elle se déroule pendant que j'écris ces lignes, de sorte que mon message se trouvera peut-être rapidement dépassé. En prenant du recul, j'aimerais toutefois souligner que le degré d'interdépendance de nos économies exige une coordination sérieuse et attentive, non seulement durant les prochaines semaines, mais aussi, et surtout, à plus long terme. Sur les deux rives de l'Atlantique, il nous faut maintenir des marchés financiers ouverts et dynamiques, pour assurer la fiabilité du système économique dans son ensemble et pour stimuler la croissance et l'emploi. Pour y parvenir, il faut que nous ayons des règles sûres et efficaces – et au besoin, des règles convenues en commun – pour garantir la transparence et la confiance dans le marché.

Des turbulences qui se produisent sur des marchés financiers étroitement liés peuvent saper notre progrès économique. Des pandémies mondiales peuvent se propager de façon accélérée. Des terroristes sont en mesure de coordonner et d'exécuter plus facilement des attentats contre nos pays. Une pénurie de ressources énergétiques sûres et durables pourrait nous pré-

cipiter dans une récession mondiale. Et le changement climatique pourrait avoir, outre ses conséquences environnementales, de graves répercussions géopolitiques et sociales.

Ces défis et ces menaces ignorent les frontières nationales. L'Amérique et l'Europe n'ont d'autre choix que de les affronter ensemble. Au vu de la complexité et de l'ampleur de ces défis, il pourrait être tentant de faire machine arrière et d'en revenir au protectionnisme, à l'isolement et au nationalisme économique. Mais ce serait un grave abandon de notre obligation de protéger les intérêts et la sécurité de nos peuples. Comme souvent dans la vie, il est beaucoup plus difficile de mettre en place la bonne solution à un problème que d'avoir recours à la solution de facilité.

Nous devons relever ces défis avec détermination, fermement convaincus de notre capacité de façonner la mondialisation et de saisir toutes nos chances, tout en gérant et en minimisant les risques. Nous devons continuer à plaider pour des sociétés ouvertes et « intégratrices », et pour des économies ouvertes et modernes, parce que c'est la seule voie vers le progrès. Pour tous les pays.



La deuxième grande tendance qui marque les relations internationales réside dans l'émergence de nouvelles puissances.

Comme dans le cas de la mondialisation, il n'y a pas lieu d'être pour ou contre ce phénomène. C'est une réalité géopolitique.

J'en suis convaincu, il faut saluer le fait que d'autres pays souhaitent assumer des responsabilités mondiales. Nous devons veiller au respect des fondements des relations internationales – la stabilité, la liberté, la démocratie et la justice.

Je suis en désaccord avec ceux pour qui un monde multipolaire résoudrait tous les problèmes qui se posent actuellement à nous. L'Europe a tenté d'établir un équilibre multipolaire des forces au XIX<sup>e</sup> siècle et durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, et nous savons, hélas, où cette tentative nous a menés.

Le pluralisme est tout à fait bienvenu dans les relations internationales, mais n'oublions pas que les systèmes multipolaires reposent sur la rivalité et la concurrence. Je préfère réserver la concurrence aux entreprises et la compétition aux sportifs. Dans les relations internationales, les partenariats et l'approche multilatérale sont bien plus efficaces.



Voilà pourquoi je vois dans la mondialisation et l'émergence de nouvelles puissances l'occasion de repenser et d'ajuster notre engage-

ment à l'égard du reste du monde. Permettez-moi de vous exposer certaines de mes idées sur la manière d'y parvenir.

Si nous considérons les 60 années qui viennent de s'écouler, nous pouvons être fiers de nos réalisations, bien sûr. Mais à l'avenir, nous ne pourrions pas nous contenter de rester sur notre lancée.

Tout d'abord, il faut renforcer l'économie transatlantique.

À regarder les chiffres, cette priorité peut paraître étrange. L'économie transatlantique est déjà un géant. Elle représente 40 % du commerce mondial, génère annuellement 4 000 milliards de dollars de ventes commerciales et fournit jusqu'à 14 millions d'emplois – soit approximativement quatre fois la population active totale du Massachusetts.

Mais comme nous l'avons rappelé, la mondialisation ne laisse aucune place à l'autosatisfaction. Et les situations évoluent très vite. L'année dernière, un dollar sur six d'investissement étranger direct provenait du monde en développement. La part des économies émergentes devrait passer du simple au double sur le marché mondial entre 2005 et 2020. La tendance est claire.

Nous pouvons prospérer dans une économie mondiale si nous maintenons notre productivité et notre capacité d'innover. C'est-à-dire qu'il faut stimuler encore davantage les échanges et les investissements entre nos économies. C'est pourquoi votre prédécesseur, la Chancelière allemande Angela Merkel et moi-même avons créé l'année dernière le Conseil économique transatlantique, dans le but de tenter de supprimer les derniers obstacles non tarifaires à nos échanges.

Votre soutien à ce processus sera décisif, car il enverra un message sur la confiance que nous plaçons dans des marchés ouverts et des sociétés ouvertes.

**O**utre le renforcement de l'économie transatlantique, il faut que nous ouvrons les relations transatlantiques vers l'extérieur. Confrontés aux tendances que j'ai évoquées, nous avons besoin d'une nouvelle politique d'engagement mondial, notamment à l'égard des institutions internationales. Je crois en effet qu'il nous faudra réformer ces institutions et peut-être même en créer de nouvelles pour relever efficacement les grands défis de notre époque.

De récentes crises ont mis en évidence le besoin de réformes et il va de soi, à mes yeux, qu'un nouveau multilatéralisme est non seulement souhaitable, mais nécessaire.

L'Europe et l'Amérique ont donné l'impulsion indispensable qui a permis l'envol de l'ONU, du FMI, du GATT et d'autres organisations multilatérales. Ces organisations ont joué un rôle essentiel dans notre système international. Mais elles ne sont plus en mesure de s'attaquer

seules les priorités d'aujourd'hui. L'UE a une expérience particulière de l'intégration économique qui peut servir d'exemple de transformation réussie.

L'UE et les États-Unis doivent à présent unir leurs forces pour parvenir à ce nouveau multilatéralisme en travaillant d'arrache-pied avec leurs partenaires dans le monde pour démontrer qu'il est de leur intérêt, comme du nôtre, de chercher à mettre en place des institutions efficaces.

Bref, nous devons faire de la place pour accueillir d'autres pays à la table des négociations, car c'est le seul moyen de consolider et de renforcer un monde stable, multilatéral et régi par des règles internationalement convenues.

Cette stratégie n'implique évidemment pas l'abandon de notre souveraineté, de nos intérêts et de nos ambitions.

Au contraire, c'est la conclusion pragmatique et réaliste d'une analyse objective de réalités géopolitiques et des défis de la mondialisation.

La portée stratégique de notre partenariat, si positive dans le passé, commencera à se diluer si nous ne réussissons pas à l'accompagner d'une nouvelle politique d'engagement mondial, une politique ouverte, en quête de nouveaux partenariats et de stratégies multilatérales efficaces.

Laissez-moi vous en donner un exemple frappant : le changement climatique. Je ne vous apprends rien en vous disant ma conviction que l'UE et les États-Unis doivent prendre l'initiative dans ce domaine. Nous avons l'obligation morale de proposer à long terme de vraies réductions des émissions de gaz à effet de serre, notamment parce que par le passé, nous avons été à l'origine de l'essentiel de ces émissions.

Il faut aussi que la Chine et l'Inde jouent leur rôle en s'orientant aussi rapidement que possible vers une économie sobre en carbone. L'augmentation annuelle des émissions de la Chine est supérieure au total des émissions annuelles de l'Allemagne. Il faut donc engager un véritable dialogue avec la Chine et l'Inde. Il faut que nous parvenions à une issue positive des négociations des Nations Unies à Copenhague en décembre 2009.

Le commerce est un autre exemple, et plus particulièrement les négociations de l'Organisation mondiale du commerce sur le programme de Doha pour le développement. Le désaccord de fin juillet entre les États-Unis et l'Inde, notamment, a obligé à une « pause » dans les discussions. J'estime qu'il faut trouver un moyen de faire avancer ces discussions et je suis heureux de voir apparaître quelques signes positifs ici ou là.

Ces discussions sont trop importantes pour échouer. L'OMC est essentielle pour notre prospérité et celle du monde entier. Aucune divergence sur l'ampleur des réductions de droits de douane ne peut avoir autant d'importance que la sécurité gagnée par nos exportateurs et

nos investisseurs dans le cadre de l'OMC – dont le moindre avantage n'est pas que celle-ci ancre des économies émergentes dans un système ouvert et fondé sur le droit international. C'est positif pour les économies émergentes. C'est positif pour nos économies.

**L**a paix et la sécurité forment un autre domaine qui pourrait tirer avantage d'un partenariat transatlantique plus ouvert sur l'extérieur et plus engagé.

Bien des défis liés à la mondialisation ont manifestement des conséquences sur la sécurité. La croissance démographique mondiale, une concurrence accrue pour les denrées alimentaires et les matières premières, et la désertification peuvent accélérer les crises et provoquer des migrations de masse.

Viennent ensuite les défis sanitaires – pandémies, SIDA, paludisme et tuberculose, et l'apparition de nouvelles maladies ou de formes de maladies connues mais résistantes aux médicaments, par exemple.

Il y a aussi la sécurité au sens plus large : sécurité environnementale ou alimentaire par exemple. Et puis il y a la sécurité tout court. En ce qui concerne la sécurité au sens strict du terme – le fait de pouvoir vivre en paix et en liberté, sans menace d'aucune sorte –, la situation est mitigée.

Sept ans après le 11 septembre, il faut admettre que le monde n'est guère devenu plus sûr. Le terrorisme s'est atténué, mais il n'est pas éteint, comme nous en sommes témoins en Afghanistan, en Iraq ou au Pakistan.

Il ne peut y avoir de répit dans la lutte contre les terroristes et ceux qui les soutiennent. Le risque de prolifération des armes de destruction massive aux mains de régimes extrémistes pèse lourd.

S'ajoutant à la menace de l'islamisme radical, il y a le capitalisme d'États autoritaires de plus en plus désireux de montrer leur assurance.

Sur cette toile de fond, il est essentiel que nous – des deux côtés de l'Atlantique – continuions à coopérer étroitement et à maintenir notre cap. C'est le moment de garder la tête froide et non le temps d'une nouvelle guerre froide.

La sécurité, dans le contexte transatlantique, relève avant tout de l'OTAN. Alors que nous nous préparons à en célébrer le 60<sup>e</sup> anniversaire à Strasbourg l'an prochain, nous devrions nous souvenir des décennies de paix que l'Alliance nous a assurées.

D'une manière complémentaire à l'OTAN, l'UE est de plus en plus active – et avec une efficacité reconnue – dans son rôle de porteur de paix et de sécurité dans le monde, grâce à une série d'instruments de gestion des crises.

Nous avons dépêché des troupes, des policiers, des magistrats et d'autres personnels dans plus de quinze théâtres de conflits, dans les Balkans, en Moldavie, en Afghanistan, dans les territoires palestiniens, en Afrique centrale et à Aceh. Au cours de ces actions, nous avons aidé à stabiliser la situation intérieure et permis aux États de remplir leurs fonctions publiques fondamentales.

Sur le plan politique aussi, l'UE assume sa part de responsabilité. Je prendrai l'exemple récent du voyage à Moscou et à Tbilissi que nous avons effectué, le Président Sarkozy et moi-même. Ce déplacement nous a permis de réaliser des progrès concrets dans l'application du plan en six points présenté par l'UE, qui prévoyait un cessez-le-feu entre la Russie et la Géorgie et l'envoi d'observateurs européens en Géorgie.

Nous avons fait valoir auprès du Président Medvedev que si la Russie souhaitait être considérée comme la grande puissance qu'elle aspire à être, à juste titre, elle devait défendre ses intérêts légitimes par le dialogue politique, le multilatéralisme et la diplomatie, et non en recourant à des méthodes archaïques dignes des jours les plus sombres du XX<sup>e</sup> siècle.

Plus généralement, en Europe de l'Est, l'UE pratique une politique de coopération régionale et bilatérale qui aidera des pays comme l'Ukraine à poursuivre de profondes réformes économiques et politiques qui les rapprocheront de l'Europe et d'un avenir de paix et de prospérité. Une politique similaire est en place avec la plupart de nos voisins pour les aider, chacun à son rythme, à relever les défis auxquels ils sont confrontés.

Vous comprendrez donc, Monsieur le Président, que si je vous demande maintenant d'écouter davantage l'UE et de coopérer davantage avec elle lorsqu'il est question des problèmes de paix et de sécurité, c'est parce que l'UE a beaucoup fait, ces dernières années, pour mériter d'être écoutée.



ous ayant dit tout ce qui précède, je pense que vous serez d'accord avec moi, Monsieur le Président, pour dire que parmi les nombreux dossiers qui vous attendent dans le Bureau ovale, celui qui porte l'étiquette « Relations avec l'Union européenne » mérite que vous le gardiez à portée de votre main.

Ces relations ont permis de grandes réussites dans le passé. Mais modernisées et davantage engagées auprès d'un monde plus vaste, ces relations pourraient permettre à l'avenir de plus grandes réussites encore. Il est manifestement dans l'intérêt de l'UE comme des États-Unis de continuer à approfondir leurs relations.

En fait, le temps est venu de commencer à penser à un « ordre du jour atlantique » pour la mondialisation.

Nous devrions continuer à mettre en œuvre le marché transatlantique, l'OTAN, le Conseil

économique transatlantique et d'autres instruments, pour en tirer un profit mutuel maximal. Mais je crois que nous devrions aller plus loin et fixer un agenda d'action commune dans la perspective d'un nouveau multilatéralisme qui peut bénéficier au monde entier. Du changement climatique au commerce, du développement au terrorisme : voilà les défis qui invitent Européens et Américains à s'accorder sur un nouvel ordre du jour multilatéral.

Je ne parle pas d'un club fermé ni d'un contrepois aux puissances émergentes. Il s'agit pour moi d'inviter notre communauté atlantique de valeurs à collaborer plus efficacement avec d'autres, à façonner les structures de la gouvernance mondiale et à apporter son aide pour relever une nouvelle génération de défis mondiaux.

Monsieur le Président, vous me rencontrerez désormais régulièrement, ainsi que d'autres dirigeants européens, aux sommets annuels UE/États-Unis, lors de rencontres transatlantiques *ad hoc*, aux réunions annuelles du G8 et dans beaucoup d'autres enceintes multilatérales où se traitent les nombreuses questions de l'actualité internationale.

Saisissons dès à présent ces occasions et commençons à rédiger notre nouvel « agenda atlantique » !

Je vous souhaite, en mon nom personnel et au nom de la Commission européenne, tous mes vœux de succès dans vos nouvelles fonctions.

